

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :

"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.

Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications Officielles" à Libreville
Compte courant CDC N° 1150000915, Centre de Libreville.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

COUR CONSTITUTIONNELLE

Décision n°021/CC du 28 juillet 2021 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise.....1685

PARLEMENT

Loi n°024/2021 du 29 novembre 2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise.....1687

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°00254/PR du 29 novembre 2021 portant promulgation de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise.....1688

PRIMATURE

Arrêté n°0559/PM du 25 novembre 2021 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles mesures gouvernementales de prévention, de lutte et de riposte contre la propagation de la COVID-19.....1688

ACTES EN ABREGE

Annonce légale.....1690

Déclaration de constitution d'association.....1690

Déclarations de création de sociétés.....1691

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**COUR CONSTITUTIONNELLE**

Décision n°021/CC du 28 juillet 2021 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;
LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 05 juillet 2021, sous le n°023/GCC, par laquelle le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de constitutionnalité, la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°004/2018 du 30 juillet 2018 ;

Vu le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°047/CC/2018 du 20 juillet 2018 ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a déféré à la Cour Constitutionnelle, aux fins de contrôle de constitutionnalité, la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise ;

Sur les articles 1^{er} et 2 de la loi en examen

2-Considérant que l'article 1^{er} de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise énonce : « La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 54 de la Constitution et celles de la loi n°45/2020 du 28 décembre 2020 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire, autorise la ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise. » ;

3-Considérant que l'article 2 de la même loi dispose : « Est autorisée, la ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise. » ;

4-Considérant qu'aux termes des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 52 de la Constitution, lors de sa prochaine session, le Parlement ratifie les ordonnances prises pendant l'intersession parlementaire qu'en vertu des dispositions de l'alinéa 4 du même article 52, le Parlement a la possibilité de modifier les ordonnances par voie d'amendements lorsqu'il les examine en vue de leur ratification ;

5-Considérant qu'en prescrivant aux articles 1^{er} et 2 précités que le Parlement autorise la ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise, la loi n°024/2021 susvisée induit que la ratification des ordonnances incombe à une institution autre que le Parlement, ce, en violation des dispositions ci-dessus rappelées de l'alinéa 3 de l'article 52 de la Constitution ; que pour être déclarés conformes à la Constitution, les articles 1^{er} et 2 de la loi en examen doivent être reformulés ainsi qu'il suit :

« **Article 1^{er} nouveau** : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 52 de la Constitution et celles de la loi n°045/2020 du 28 décembre 2020 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire, porte ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise. » ;

« **Article 2 nouveau** : l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise est ratifiée avec les amendements prévus à l'article 3 de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance susmentionnée. » ;

Sur les articles 19 et 25 de la loi en examen

6-Considérant que l'article 3 de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise prévoit que les dispositions des articles 19 et 25, entre autres, de l'ordonnance sus indiquée, sont modifiées et se lisent désormais ainsi qu'il suit :

« **Article 19** : L'entrepreneur principal dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement pour les revêtir de son acceptation ou signifier au sous-traitant son refus.

Passé ce délai, l'entrepreneur principal est réputé avoir accepté tout ou partie des pièces justificatives qu'il n'a pas expressément et formellement refusées. » ;

« **Article 25** : Il est créé et placé sous l'autorité du Ministre chargé des Petites et Moyennes Entreprises un comité national de suivi de la sous-traitance.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ce comité sont fixés par voie réglementaire. » ;

7-Considérant que les articles 19 et 25 de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise disposent :

« **Article 19** : L'entrepreneur principal dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement pour les revêtir de son acceptation ou signifier au sous-traitant son refus.

Passé ce délai, l'entrepreneur principal est réputé avoir accepté tout ou partie des pièces justificatives qu'il n'a pas expressément et formellement refusées. » ;

« **Article 25** : Il est créé et placé sous l'autorité du Ministre chargé des Petites et Moyennes Entreprises un comité national de suivi de la sous-traitance.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ce comité sont fixés par voie réglementaire. » ;

8-Considérant qu'il résulte de la comparaison des dispositions des articles 19 et 25 de la loi en examen, avec celles des articles 19 et 25 de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021, ratifiée, que lesdits articles sont libellés en des termes identiques ; qu'il est donc constant que les articles 19 et 25 n'ont fait l'objet d'aucune modification ; qu'en conséquence, ils doivent être retirés du nombre des articles annoncés modifiés par l'article 3 nouveau de la loi soumise au contrôle de constitutionnalité ; que dès lors, la loi en examen doit être restructurée et les autres articles autrement numérotés ;

9-Considérant que les autres dispositions de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise, ainsi que celles de ladite ordonnance, ne sont entachées d'aucune inconstitutionnalité ; qu'il échet donc de les déclarer conformes à la Constitution.

DECIDE :

Article 1^{er} : Les articles 1^{er} et 2 de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise sont conformes à la Constitution, sous réserve de les reformuler ainsi qu'il suit :

« **Article 1^{er} nouveau** : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 52 de la Constitution et celles de la loi n°045/2020 du 28 décembre 2020 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire, porte ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise. »

« **Article 2 nouveau** : L'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise est ratifiée avec les amendements prévus à l'article 3 ci-dessous.

Article 2 : Les articles 19 et 25 sont retirés de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise. Suite à ce retrait, ladite loi est restructurée et ses articles autrement numérotés.

Article 3 : Les autres dispositions de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise, ainsi que celles de ladite ordonnance sont conforme à la Constitution.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du vingt-huit juillet deux mille vingt et un où siégeaient :

-Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président ;
-Monsieur Emmanuel NZE BEKALE,
-Madame Louise ANGUE,
-Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES,
-Madame Lucie AKALANE,
-Monsieur Jacques LEBAMA,
-Madame Afriquta Dolorès AGONDJO ép. BANYENA,
-Monsieur Edouard OGANDAGA,
-Monsieur Sosthène MOMBOUA, membres ; assistés de
Maître Hortense DJOBOLO, Greffier.

PARLEMENT

Loi n°024/2021 du 29 novembre 2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;

La Cour Constitutionnelle a déclaré conforme à la Constitution ;

Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 52 de la Constitution et celles de la loi n°045/2020 du 28 décembre 2020 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire, porte ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise.

Article 2 : L'ordonnance n°003/PR/2021 du 26 janvier 2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise est ratifiée avec les amendements prévus à l'article 3 ci-dessous.

Article 3 : Les dispositions des articles 4, 6, 7, 8 et 10 sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 4 nouveau** : Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

-**Activité principale** : toute activité inscrite à titre principal au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de l'entreprise ou celle faisant l'objet du marché ;

-**Activité annexe** : toute activité qui concourt de manière indirecte à la réalisation de l'activité principale en fournissant les biens et services ;

-**Activité connexe** : tout service, toute production dont l'entreprise a besoin et qui sont liés à la réalisation de l'activité principale ;

-**Entreprise principale ou entrepreneur principal** : toute personne physique ou morale de droit privé qui a mobilisé les ressources financières, humaines et techniques en vue de la production des biens ou de la prestation des services ;

-**Entreprise sous-traitante ou sous-traitant** : toute entreprise dont l'activité, à titre habituel, temporaire ou occasionnel, est liée à la réalisation de l'objet social ou à l'exécution du contrat d'une entreprise principale ;

-**Maitre d'ouvrage** : toute personne physique ou morale qui confie l'exécution des travaux ;

-**Petite et Moyenne entreprise agréée** : entreprise appartenant à un national ou dont le capital est détenu majoritairement par des nationaux ;

-**Prêt illicite de la main d'œuvre** : toute opération frauduleuse qui consiste à faire disparaître la qualité de salarié entre le prêteur et l'emprunteur dans le but de tirer bénéfice sur le prix qu'il aurait dû payer pour l'emploi similaire ;

-**Sous-traitance** : contrat par lequel une entreprise dite principale confie, conformément à un cahier de charges, à une ou plusieurs entreprises dites entreprises sous-traitantes l'exécution d'une partie de ses marchés ou commandes ;

-**Sous-traitance de capacité ou conjoncturelle** : contrat par lequel l'entreprise principale fait appel temporairement à une autre société pour la réalisation d'une tâche ou la fabrication d'un produit qu'elle peut exécuter elle-même afin de faire face à des commandes supplémentaires ;

-**Sous-traitance de spécialité** : contrat par lequel une entreprise principale recourt aux services d'une autre société spécialisée pour l'exécution d'une tâche requérant des équipements ou des compétences spécifiques dont elle ne dispose pas, aux fins de la réalisation de l'activité principale ;

-**Sous-traitance de marché** : contrat par lequel une entreprise principale titulaire d'un marché recourt à une autre entreprise pour l'exécution de certaines obligations du contrat ou du marché. »

« **Article 6 nouveau** : L'activité de sous-traitance est réservée prioritairement aux petites et moyennes entreprises agréées. »

« **Article 7 nouveau** : Toute opération de sous-traitance donne lieu à la signature d'un contrat, quel que soit le mode de sélection de ce dernier et la source de financement envisagée.

Ce contrat peut préciser notamment :

-l'identité et l'adresse de chaque partie contractante ;

-l'objet du contrat ;

-la durée ;

-les objectifs de performance assignés au sous-traitant ;

-les exigences de développement durable ;

-les exigences de qualité, de sécurité et de pérennité ;

-le partage des risques entre l'entreprise principale et le sous-traitant ;

-les modalités d'exécution du contrat ;

-les modalités de rémunération du sous-traitant ;

-les obligations réciproques des parties ;

-l'équilibre du contrat en cas d'imprévision et de force majeure ;

-les modalités de révision du contrat ;

-les modalités de résiliation du contrat et de règlement des conflits ;

-les modalités de contrôle de l'exécution des obligations du cocontractant par l'entreprise principale ;

-les sanctions et pénalités applicables en cas de manquement de l'une des parties à ses obligations ;
 -les sûretés et garanties ;
 -le régime juridique des biens ou la propriété des ouvrages, équipements ou biens immatériels ;
 -les assurances que les parties doivent contracter, notamment :

- l'Assurance Tous Risques Chantiers ;
- l'Assurance Responsabilité Civile Professionnelle ;
- l'Assurance Responsabilité Civile Décennale. »

« **Article 8 nouveau** : L'entrepreneur principal qui entend exécuter un contrat ou un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, préalablement à la conclusion et pendant toute la durée du contrat ou du marché, faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître d'ouvrage.

Il est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

L'entrepreneur principal demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du sous-traitant. »

« **Article 10 nouveau** : L'entreprise principale peut recourir à toute autre entreprise de droit étranger lorsqu'il y a carence, indisponibilité ou inaccessibilité d'expertise nationale.

Sous réserve des dispositions applicables aux secteurs particuliers réglementés, l'entreprise principale est autorisée à recourir à une entreprise étrangère dans les conditions ci-après :

-le délai d'exécution de la prestation envisagée ne dépassant pas deux ans ;
 -informer le comité national de suivi de la sous-traitance et lui fournir les justificatifs y relatifs, préalablement à la signature du contrat de sous-traitance.

L'obligation d'information préalable n'est pas une condition suspensive à la signature du contrat de sous-traitance. »

Article 4 : La présente loi sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de la République.

Fait à Libreville, le 29 novembre 2021

Le Président de la République,
 Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
 Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

Le Ministre du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie
 Hugues MBADINGA MADIYA

Le Ministre de l'Economie et de la Relance
 Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics
 Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Le Ministre des Travaux Publics, de l'Equipeement et des Infrastructures
 Léon Armel BOUNDA BALONZI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°00254/PR du 29 novembre 2021 portant promulgation de la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
 CHEF DE L'ETAT ;

Vu la constitution, notamment en son article 17, alinéa 1^{er} ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Est promulguée la loi n°024/2021 portant ratification de l'ordonnance n°003/PR/2021 portant réglementation de la sous-traitance en République Gabonaise.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 29 novembre 2021

Par le Président de la République,
 Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

PRIMATURE

Arrêté n°0559/PM du 25 novembre 2021 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles mesures gouvernementales de prévention, de lutte et de riposte contre la propagation de la COVID-19

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°004/98 du 20 février 1998 portant organisation générale de la défense nationale et de la sécurité publique ;

Vu la loi n°003/2020 du 11 mai 2020 fixant les mesures de prévention, de lutte et de riposte contre les catastrophes sanitaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°0047/PR/MTMM du 15 janvier 1982 portant attributions et organisation du Ministère des Transports et de la Marine Marchande, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°00328/PR/MPITPTHT du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de la Promotion des Investissements, des Travaux Publics, des Transports, de l'Habitat et du Tourisme ;

Vu le décret n°0333/PR/MISPID du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation ;

Vu le décret n°0252/PR/MS du 18 octobre 2018 portant organisation du Ministère de la Santé ;

Vu le décret n°000227/PR du 16 juillet 2020 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°000228/PR/PM du 17 juillet 2020 fixant la composition du Gouvernement de la République, modifié par le décret n°000412/PR/PM du 9 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté n°000171/MI du 25 mars 2020 fixant la mesure de distanciation entre les personnes dans les services ouverts au public ;

Vu l'arrêté n°00018/MS/MI du 24 avril 2020 instituant le port obligatoire du masque dans les lieux publics pendant la durée de l'état d'urgence lié au COVID-19 ;

Vu l'arrêté n°0204/PM du 4 novembre 2020 interdisant la pratique des sports collectifs ;

Vu l'arrêté n°0205/PM du 4 novembre 2020 portant interdiction provisoire de rassemblements ;

Vu l'arrêté n°0206/PM du 4 novembre 2020 instituant le couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Le présent arrêté, pris en application des dispositions de la loi n°003/2020 du 11 mai 2020 suscitée, fixe l'entrée en vigueur des nouvelles mesures gouvernementales de riposte et de lutte contre la propagation de la COVID-19.

Article 2 : Pour les passagers vaccinés entrant sur le territoire national, le test de dépistage est obligatoire à l'arrivée et sont exemptés d'observer la période de quarantaine.

Article 3 : Pour les passagers non vaccinés entrant sur le territoire national, il est imposé un test de dépistage à

l'arrivée et une période de quarantaine obligatoire d'une durée de 5 jours dans un établissement hôtelier agréé sur la plateforme de réservations "Assistance Voyage Gabon".

Article 4 : Il est décidé d'une augmentation du nombre de rotations hebdomadaires des vols internationaux qui passent de 2 à 5 par compagnie aérienne.

Article 5 : S'agissant de la circulation à l'intérieur du pays, les personnes vaccinées sont exemptées de l'Autorisation Spéciale du Ministère de l'Intérieur et du test PCR.

Les non vaccinées doivent, outre justifier d'un test PCR négatif valable 14 jours, obtenir une Autorisation Spéciale du Ministère de l'Intérieur pour tout déplacement.

Article 6 : Il est décidé de la fin de la gratuité des tests PCR, ainsi :

-test PCR normal : 20.000 FCFA ;

-test PCR VIP : 50.000 FCFA.

Ces tests sont valables 14 jours sur le territoire national et 3 jours pour les voyageurs internationaux.

Article 7 : Il est fait obligation aux personnes non vaccinées souhaitant accéder aux lieux publics notamment les administrations, les entreprises, les restaurants, les snack-bars, de présenter un test PCR négatif en cours de validité.

Pour les personnes vaccinées, l'accès aux lieux précités est conditionné par la présentation d'une attestation ou d'une carte de vaccination.

Article 8 : Les entreprises dont tous les employés sont vaccinés sont exemptés de la mesure de couvre-feu notamment les restaurants, les snack-bars etc.

Article 9 : Toute personne vaccinée est autorisée à circuler aux heures du couvre-feu.

Article 10 : Le présent arrêté qui rentre en vigueur à compter du 15 décembre 2021, sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 25 novembre 2021

Par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
Lambert Noël MATHA

Le Ministre de la Défense Nationale
Michaël MOUSSA ADAMO

Le Ministre du Tourisme
Pascal HOUANGNI AMBOUROUET

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics
Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Le Ministre de la Santé
Guy Patrick OBIANG NDONG

Le Ministre des Transports
Brice PAILLAT

ACTES EN ABREGE

Annonce légale

DHL GLOBAL FORWARDING GABON

Société Anonyme avec Conseil d'Administration

Au Capital de 945.330.000 Francs CFA

NIF : 087676 B

RCCM de LBV : 2008 B 06747

B.P. 736 Libreville-Gabon

Siège social : Zone Aéroport à côté de l'ANAC

**Objet : Convocation à l'Assemblée Générale Mixte du
16/12/2021**

Libreville le 01 Décembre 2021

Chers actionnaires,

Vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale Mixte qui se tiendra par visioconférence le 16 décembre 2021 à 10h dans les locaux de la société, sis au quartier BARRACUDA (Owendo).

L'ordre du jour est le suivant :

I- Compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

1. approbation de l'ordre du jour ;
2. lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur l'augmentation et la réduction du capital social ;
3. augmentation et réduction du capital social ;
4. transfert du siège social de la société ;
5. modification corrélative des statuts ;
6. adoption des statuts modifiés ;

II- Compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

7. changement de Commissaire Aux Comptes ;
8. pouvoirs pour formalités.

Conformément à l'article 25 des Statuts de la Société, si vous êtes dans l'impossibilité d'être présents lors de la

réunion, nous vous rappelons que vous pouvez vous faire représenter par un autre membre du Conseil d'Administration, dûment habilité par pouvoir.

Veuillez agréer, chers actionnaires, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le Président du Conseil d'Administration

Pramod Bagalwadi

Déclaration de constitution d'association

Récépissé définitif de déclaration d'association n°00210/MI/SG/ANG du 28 octobre 2020 de l'association dénommée « ECOUA Z'ENOE »

Le Ministre d'Etat, Ministre l'Intérieur ;

Agissant conformément à ses attributions en matière d'association donne aux personnes ci-après désignées, récépissé définitif de déclaration pour l'association définie comme suit, régie par la loi n°35/62 du 10 décembre 1962.

Dénomination de l'Association : ECOUA Z'ENOE

Objet :

- créer et gérer la forêt communautaire ;
- maintenir la cohésion sociale au sein de la communauté villageoise de ECOUA Z'ENOE ;
- lutter contre l'exode rural par la création et le développement des activités socio-économique et culturelles ;
- lutter contre la dégradation de l'environnement et des écosystèmes forestiers.

Siege Social : Lambaréné ; B.P : 4022 ; Tél : 065.51.67.38/074.82.12.69

Président : Steve Donald Sonio NTYONIYAO ;

Vice-président : Christian OBAMBA ;

Secrétaire Général : Jean NTYONIYAO ;

Secrétaire Général Adjoint : Pierre OLOUGA ;

Trésorière Générale : Flore Blandine MBOUROU MACKANGA ;

Trésorier Général Adjoint : Roger NGUEMA ;

Commissaire aux Comptes : Aurélie ADIDIE ;

Commissaire aux Comptes Adjoint : Eugène ONANGA CHANGO.

Pièces annexées à la déclaration et autres prescriptions :

I- Pièces annexées :

- statuts ;
- procès-verbal ;
- liste de tous les membres du comité directeur ;

-demande adressée au Ministre de l'Intérieur ;
-reçu de 10.000 FCFA délivré par la Direction des Publications Officielles.

2- Prescriptions :

Toutes modifications apportées aux statuts de l'association et tous les changements survenus dans son administration ou sa direction devront être déclarés dans un délai d'un mois et mentionnés en outre dans le registre spécial tenu aussi bien au Secrétariat de la préfecture qu'au siège de l'association, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi citée ci-dessus. Ce registre devra être présenté sur leur demande aux autorités administratives et judiciaires.

Sous peine de nullité de l'association dont la dissolution peut être à tout moment prononcée par décret pris par l'autorité compétente conformément aux dispositions de l'ordonnance n°17/PR du 17 avril 1965, les membres de ladite association doivent strictement observer les dispositions des articles 4 et 5 de cette même ordonnance qui stipule que :

Premièrement : « Toute association fondée sur une cause en vue d'un objet illicite contrairement aux lois, aux bonnes mœurs ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement, ou qui serait de nature à compromettre la sécurité publique, à provoquer la haine entre groupes ethniques, à occasionner des troubles publics, à jeter le discrédit sur les institutions politiques ou leur fonctionnement, à inciter les citoyens à enfreindre les lois et à nuire à l'intérêt général est nulle et de nul effet ».

Deuxièmement : « Sous peine de nullité de l'association, les membres chargés de son administration ou de sa direction doivent être majeurs, jouir de leurs droits civiques et ne pas avoir encouru de condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle, à l'exception toutefois des condamnations pour délit d'imprudence hors le cas de délit de fuite ».

Fait à Libreville, le 28 octobre 2020

P. Le Ministre d'Etat
P.O. Le Secrétaire Général

Judith KOUMBA PEMBA MOMBO

Déclarations de création de sociétés

-Dossier n°002-1015-SI2 du 16/04/2019 de la société dénommée « ETABLISSEMENT MOUKOUDI »

N° RCCM : RG-FCV2019A5690

N° d'immatriculation : 398911 L

Fondateur : M. KONDJA BOLO Govan, de nationalité gabonaise, né le 25/10/1993 à Mounana.

Activité : Dépôt et vente de bois.

Quartier & ville : Oasis (après Auto-Ecole)-Moanda ;
B.P : 749 ; Tél : 077 37 97 49.

-Dossier n°ANPI657141745217 du 01/05/2021 de la société dénommée « KENOD GROUP CO LIMITED »

Sigle : KND

Forme juridique : SARLU

Capital social : 2 000 000 FCFA

N° RCCM : GA-LBV-01-2021-B13-00206

N° CNSS : 014-020-8604-F

N° NIF : 202101005249-C

N° CNAMGS : 122-000-027-944

Représentée par : M. TENG YINGJIE, de nationalité chinoise, né le 13/12/1996, agissant en qualité de Gérant.

Activité : Activités de soutien aux industries extractives : Exploitation forestière, la transformation du bois, traitement des grumes, transport, achat et vente de bois, import-export de bois débités, négoce.

Quartier & ville : Owendo port, Owendo ; B.P : 07007 ;
Tel : 077 99 12 66.

Je désire m'abonner au Journal Officiel pendant :Six (6) mois ☐ Un (1) an ☐ — Particulier ☐ Entreprise ☐ Administration ☐

Nom : Prénoms :

Raison Sociale :

Ville : Pays : Boîte postale : Tél :

E-mail :

Mode de Règlement :

- Chèque

- Espèces

- Mandat express

- Virement

Date :

Signature :

DESTINATIONS	1 an (en FCFA)	6 mois (en FCFA)
Libreville.....	26.000	13.000
Intérieur Gabon.....	28.000	14.000
Afrique équatoriale, Nigeria, Zaïre.....	30.000	15.000
Autres pays d'Afrique noire francophone.....	31.000	15.000
Autre pays d'Afrique.....	32.000	16.000
France.....	32.000	16.000
Europe.....	36.000	18.000
Amérique, Moyen-Orient.....	40.000	20.000
Asie, Océanie.....	42.000	21.000

BULLETIN A DECOUPER ET A RENVOYER A LA DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
405, AVENUE COLONEL PARANT
BP 563 LIBREVILLE / TEL (+241) 72 01 04

